

Comptes rendus

Prouver et gouverner. Une analyse politique des statistiques publiques, A. Desrosières. La Découverte, Paris (2014). 264 pp.

Cet ouvrage était en projet quand Alain Desrosières est décédé le 15 février 2013. Publié à l'initiative d'Emmanuel Didier, il met à la portée d'un cercle large de lecteurs des textes de communications non publiés et des articles peu connus de l'auteur, dont certains précisent ou développent des points déjà abordés dans des écrits précédents mais exposés de manière moins aboutie. Le travail éditorial réalisé doit être souligné. L'introduction et les reformulations et précisions introduites, bien que peu nombreuses, contribuent à mettre en valeur l'ensemble des textes, leur cohérence en même temps que leur diversité.

Le titre de l'ouvrage souligne d'emblée la double nature contradictoire des statistiques, outils de preuve scientifique et outils de gouvernement, idée force de l'ouvrage. Les onze textes ont été ordonnés en trois ensembles. La première partie propose une analyse des caractéristiques du gouvernement néolibéral contemporain à travers l'étude des instruments de quantification qu'il mobilise, et insiste particulièrement sur les effets de rétroaction de ceux-ci sur les acteurs sociaux qui sont quantifiés. Après un texte sur la politique des indicateurs statistiques, un autre explore l'usage des expérimentations aléatoires comme techniques d'évaluation des politiques publiques, un troisième porte sur la nature ambivalente de la statistique, outil de libération ou outil de pouvoir selon le contexte, et un quatrième reconstitue l'histoire de l'impact des crises économiques sur la construction de nouveaux outils statistiques. La deuxième partie de l'ouvrage, centrée sur l'étude des scènes statistiques internationales, aborde, tour à tour, l'histoire de la professionnalisation internationale des statisticiens et l'évolution du rôle de l'IIS, Institut international de la statistique, le cas d'étude que constituent les pays en développement comme terrains d'innovations conceptuelles en statistique et, en dernier lieu, les questions et débats créés depuis les années 1990 par les divers efforts d'harmonisation des statistiques sociales dans l'Union européenne. La troisième partie analyse le rôle de la quantification dans les sciences sociales en France en restituant trois grands moments : la genèse et le développement de l'économie des conventions dans les années 1970-1980, la diffusion de l'analyse des données dans les sciences sociales à partir des années 1970, le déploiement des différents types d'outils et méthodes de quantification que l'on peut associer aux principales disciplines de sciences sociales, histoire, sociologie, sciences politiques, économie, psychologie, qui se sont développées au xx^e siècle.

Comme les deux ouvrages précédents d'Alain Desrosières (2008a, 2008b), celui-ci incite à plusieurs reprises les chercheurs à ouvrir de nouveaux chantiers d'investigation tant sur les usages de nouveaux instruments de quantification, dont le *benchmarking*, que sur les nouveaux usages de techniques statistiques anciennes, par exemple la mobilisation des expérimentations aléatoires dans les procédures d'évaluation. Ces textes apportent une nouvelle pierre à l'édification de ce

qui, comme le souligne Emmanuel Didier, « est en passe de devenir une véritable discipline, la sociohistoire de la quantification, qui considère les pratiques de mesure et de mise en nombre comme un objet d'enquête » et « comme des objets sociaux à part entière » (p. 5). Cela suppose d'analyser les conventions qui fondent les choix qui président à la manière de quantifier tout autant que les réseaux d'acteurs et d'institutions impliqués dans ce travail de quantification, et les usages qui lui sont liés.

Si l'auteur insiste régulièrement sur l'ambivalence de la statistique qui, d'outil d'émancipation à la fin du XIX^e siècle, est devenue aussi un outil de gouvernement, il montre également que c'est cela même qui provoque « une crise de confiance contre un outil, la statistique, auparavant perçu comme une arme au service de la démocratie, au service des dominés » (p. 35). Ici apparaît une constante chez Alain Desrosières. Homme de la statistique publique française, qui, à sa sortie de l'École polytechnique au début des années 1960, a choisi de poursuivre sa formation à l'ENSAE, École nationale de la statistique et de l'administration économique, plutôt que de devenir ingénieur, il est toujours resté attaché à l'idéal progressiste de la statistique et au rôle que doit jouer à cet égard un service public de statistique. Statisticien et sociologue, il a mené un travail de réflexivité au sein de l'INSEE, un pied dans l'institution et un autre à l'extérieur.

La façon d'insister sur les deux usages de la statistique, outil de connaissance et outil de gouvernement, invite à ne pas oublier son rôle émancipateur à côté de celui d'outil de décision ou d'outil pour l'action. Ce sont les deux facettes d'une même réalité qu'il faut « tenir ensemble » dans l'analyse. Ce fil directeur du travail d'Alain Desrosières l'a conduit à ne jamais séparer l'étude des outils et de leur construction de l'analyse de leurs usages. Cette préoccupation renvoie à sa conception du métier de statisticien. Dans son travail, celui-ci ne doit pas perdre de vue l'exigence de démocratie mais, au contraire, concilier exigence intellectuelle et exigence politique.

Les deux textes placés à la fin de l'ouvrage constituent un apport original à l'histoire des sciences sociales en France depuis les années 1960. Celui qui est consacré à la genèse et au développement de l'économie des conventions nous livre le regard d'un observateur qui se situe à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de ce courant, et rappelle le rôle de creuset joué par l'ENSAE dans l'éclosion et le développement de courants théoriques originaux comme l'École de la Régulation, l'économie des conventions, et la sociohistoire de la quantification telle qu'elle est développée dans cet ouvrage. La manière dont, dans l'introduction, Emmanuel Didier retrace l'itinéraire intellectuel d'Alain Desrosières, en regard avec son insertion dans plusieurs réseaux scientifiques, complète très utilement cet apport de l'auteur sur un moment novateur de l'histoire des sciences sociales en France.

Références

- Desrosières, A., 2008a. *Pour une sociologie historique de la quantification. L'argument statistique I*. Presses des Mines, Paris.
- Desrosières, A., 2008b. *Gouverner par les nombres. L'argument statistique II*. Presses des Mines, Paris.

Martine Mespoulet
Centre nantais de sociologie (CENS), Université de Nantes,
Chemin de la Censive du Tertre, BP 81227, 44312 Nantes cedex 3, France
Adresse e-mail : martine.mespoulet@univ-nantes.fr

Disponible sur Internet le 16 juillet 2015